

PART IV

CORRESPONDENCE

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE

I. THE LEGAL COUNSEL, SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS,
TO THE REGISTRAR

New York, 19 December 1955.

[See p. 8.]

2. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS
(*tel.*)

23 December 1955.

23129 Cable 40 New York Secgen for Legal Dept reference new Request for Advisory Opinion Southwest Africa *stop* Have honour inform you that under Statute Article 66 para 2 President considers States Members United Nations likely able furnish information and has fixed February 15th 1956 as timelimit for deposit Statements *stop* Special communications to States sent today.

3. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN ¹

24 décembre 1955.

Monsieur le Ministre,

En exécution de l'article 66, paragraphe 1, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de faire tenir ci-joint à Votre Excellence un exemplaire, imprimé par les soins du Greffe, de la requête ² pour avis consultatif transmise à la Cour en vertu de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 3 décembre 1955.

Veuillez agréer, etc.

4. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN ³

24 décembre 1955.

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 24 décembre 1955 ⁴, j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence, en conformité de l'article 66, paragraphe 1, du Statut de la Cour, une copie certifiée conforme de la requête par laquelle un avis consultatif a été demandé à la Cour sur la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au comité du Sud-Ouest africain.

Le paragraphe 2 du même article du Statut prévoit qu'à tout État admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés par la Cour ou par son Président, si elle ne siège pas, susceptibles de

¹ La même communication a été adressée à tous les États admis à ester en justice devant la Cour.

² Voir pp. 8-9.

³ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

⁴ Voir n° 3 ci-dessus.

fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître par communication spéciale et directe que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président ou à entendre des exposés oraux au cours d'audiences tenues à cet effet.

Par application de cette disposition, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en l'espèce et à ce jour, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été considérés par le Président comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question ; et d'autre part que la date à laquelle expire le délai pour la présentation d'exposés écrits a, par ordonnance du 22 décembre 1955, été fixée au 15 février 1956. La suite de la procédure est réservée.

Pour le cas où votre Gouvernement désirerait se prévaloir de la faculté de présenter un exposé écrit dans le délai fixé, j'attacherais du prix à en être informé aussitôt que possible. J'ajoute que l'exposé devrait être rédigé soit en français soit en anglais, langues officielles de la Cour (article 39, paragraphe 1, du Statut).

En vous priant de bien vouloir considérer la présente lettre comme la communication spéciale et directe prévue à l'article 66, paragraphe 2, du Statut, je saisis cette occasion, etc.

5. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU LUXEMBOURG
AU GREFFIER

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la Cour internationale de Justice à La Haye et a l'honneur de lui accuser réception de la lettre n° 23119 du 24 décembre 1955¹, au sujet de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

Le Ministère a l'honneur d'informer la Cour internationale de Justice que le Gouvernement luxembourgeois ne désire pas présenter d'exposé écrit sur la question susdite.

Luxembourg, le 29 décembre 1955.

6. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES RELATIONS EXTÉRIEURES D'HAÏTI
AU GREFFIER

Port-au-Prince, le 23 janvier 1956.

Monsieur le Greffier,

J'accuse réception de la lettre du 24 décembre¹ écoulé, n° 23119, par laquelle vous m'informez, conformément à l'article 66, paragraphe 2, du Statut de la Cour, que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été considérés par le Président comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

¹ Voir n° 4 ci-dessus.

De plus, j'ai noté que la date à laquelle expire le délai pour la présentation d'exposés écrits a, par ordonnance du 22 décembre 1955, été fixée au 15 février 1956.

A ce propos, je m'empresse de vous informer que le Gouvernement haïtien n'a pas l'intention de présenter un exposé écrit sur la question. Agréez, etc.

(Signé) Jacques A. FRANÇOIS,
Secrétaire d'État a. i.

7. THE LEGAL ADVISER, DEPARTMENT OF STATE, OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

Washington, January 25, 1956.

Sir,

The receipt is acknowledged of your note of December 24, 1955¹, stating that February 15, 1956, has been fixed as the time-limit for submission of written statements in the advisory opinion proceedings in the matter of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

The Government of the United States intends to submit a written statement in this case.

Very truly yours,

For the Secretary of State,
(Signed) Herman PHLEGER,
Legal Adviser.

8. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU SALVADOR AU GREFFIER

[Par une lettre en espagnol du 18 janvier 1956, le ministre des Relations extérieures du Salvador a fait savoir au Greffier que son Gouvernement ne ferait pas usage de la faculté de présenter un exposé écrit.]

9. THE MINISTER OF EXTERNAL AFFAIRS OF NEW ZEALAND TO THE REGISTRAR

Wellington, N.Z., 27 January 1956.

Sir,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter 23119 of 24 December 1955¹, in which you inform me of the time-limit fixed by the President of the Court within which written statements may be submitted to the Court in connection with the Request to the Court for an advisory opinion on the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

¹ See No. 4 above.

The decision of the President of the Court has been noted by the Government of New Zealand which does not, however, wish to avail itself of the opportunity of presenting either written or oral information on this question.

I have the honour to acknowledge also the receipt, as an enclosure to your letter 23116 of 24 December 1955, of a certified true copy of the Request to the Court for an Advisory Opinion transmitted to the Court under the Resolution of the United Nations of 3 December 1955.

I have, etc.

(Signed) T. L. MACDONALD.

10. THE MINISTER OF IRELAND IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR
(extract)

The Hague, February 3rd, 1956.

.....

I should also say that in the case of South West Africa it is not proposed to submit any written statement.

I have, etc.

(Signed) Timothy O'DRISCOLL.

11. THE CHARGÉ D'AFFAIRES A.I. IN THE NETHERLANDS OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO THE REGISTRAR

The Hague, February 14, 1956.

Sir,

I have the honor to refer to your letter dated December 24, 1955¹, addressed to the Secretary of State in which you stated that February 15, 1956, had been fixed as the time-limit for the submission of written statements in connection with the request of the United Nations General Assembly for an advisory opinion in the matter of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I am enclosing with this letter an original and one copy of a statement which my Government wishes to submit in this case².

Respectfully yours,

(Signed) Andreas G. RONHOVDE.

Enclosure : As indicated above.

¹ See No. 4 above.

² See pp. 26-36.

12. THE MINISTER OF EXTERNAL AFFAIRS OF INDIA TO THE REGISTRAR

New Delhi, 11 February 1956.

*[See p. 37.]*13. THE AMBASSADOR OF CANADA IN THE NETHERLANDS
TO THE REGISTRAR

The Hague, February 14, 1956.

Sir,

I have the honour to refer to your letter No. 23119 of December 24, 1955¹, in which you stated that the President of the Court had fixed February 15, 1956, as the time-limit for the submission of written statements regarding the advisory opinion to be given by the Court in the matter of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I have now received information from Ottawa that the Canadian Government does not wish to avail itself of the right to submit a written statement on this question.

I have, etc.

(Signed) Thomas A. STONE.14. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN²

16 février 1956.

Monsieur le Ministre,

Par mes communications du 24 décembre 1955, j'ai transmis à Votre Excellence la copie de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 3 décembre 1955, en vertu de laquelle un avis consultatif a été demandé à la Cour sur la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain ; et je vous ai fait connaître que les Membres des Nations Unies étaient considérés par le Président de la Cour comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question, et que l'expiration du délai dans lequel des exposés écrits pouvaient être présentés par eux avait été fixé au 15 février 1956, la suite de la procédure étant réservée.

J'ai aujourd'hui l'honneur de vous informer que la date d'ouverture de la procédure orale en cette affaire a été fixée au 15 mars 1956. Au cas où il entrerait dans les intentions de votre Gouvernement de présenter un exposé oral, je vous serais obligé de bien vouloir me le faire savoir le plus tôt possible. J'attacherais en outre du prix à connaître en même temps le nom de la personne que votre Gouvernement désignerait comme son représentant, et à savoir en quelle langue l'exposé sera présenté. Je

¹ See No. 4 above.² La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies.

rappelle à cet égard à Votre Excellence que les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais, d'autres langues pouvant être employées sur autorisation de la Cour à la condition que la partie intéressée prenne toutes dispositions pour assurer la traduction en l'une ou l'autre des langues officielles (Statut, article 39, paragraphe 3 ; Règlement, article 58, paragraphe 2).

Veillez agréer, etc.

15. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF AUSTRALIA IN THE NETHERLANDS
TO THE REGISTRAR

The Hague, 17th February 1956.

Sir,

I have the honour to refer to your letter 23119 of the 24th December 1955¹, advising of the closing date for the lodging of written statements in connection with the Request for an Advisory Opinion transmitted to the Court under the Resolution of the General Assembly of the United Nations of December 3rd, 1955, on the Admissibility of Hearings by the Committee on South West Africa, and to inform you that Australia does not intend to present a written statement in this case.

I have, etc.

(Signed) F. T. HOMER.

16. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF
THE UNITED NATIONS

17th February 1956.

Sir,

Referring to my telegram of December 23rd, 1955², I have the honour to inform you that March 15th, 1956, has been fixed as the date for the opening of the oral proceedings in the case of the Request for an Advisory Opinion on the question of the Admissibility of Hearings by the Committee on South West Africa.

I have, etc.

17. L'AMBASSADEUR DE GRÈCE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 18 février 1956.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre lettre sub n° 23378³, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que d'après les instructions reçues, le Gouvernement hellénique n'est pas disposé à présenter un exposé oral à la séance du

¹ See No. 4 above.

² See No. 2 above.

³ Voir n° 14 ci-dessus.

15 mars a. c., dans la procédure de la Cour sur la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) N. ANISSAS.

18. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CAMBODGE
AU GREFFIER

Phnom-Penh, le 14 février 1956.

Monsieur le Greffier,

En vous accusant réception de la lettre n° 23119 du 24 décembre 1955¹ relative à la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement royal ne possédant pas l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 11 juillet 1950, ne peut formuler aucun avis et partant ne désire pas se prévaloir de la faculté de présenter un exposé écrit à ce sujet.

Il s'en réfère à la sagesse de la Cour et sera particulièrement heureux d'avoir la communication de la décision qui sera rendue par celle-ci.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires
étrangères et par délégation,
le secrétaire général,

(Signé) HEM-HENG dit PHANRASY.

19. THE SECRETARY TO THE GOVERNMENT OF PAKISTAN, MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS AND COMMONWEALTH RELATIONS, TO THE REGISTRAR

16 February 1956.

Sir,

I am directed to refer to your letter No. 23119, dated the 24th December, 1955², to the Hon'ble Minister of Foreign Affairs and Commonwealth Relations, and to state that the Government of Pakistan does not wish to avail itself of the right to present a written statement on the request of the General Assembly of the United Nations for an advisory opinion of the International Court of Justice on the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I have, etc.

(Signed) B. W. W. WALKE,
For Secretary.

¹ Voir n° 4 ci-dessus.

² See No. 4 above.

20. L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 21 février 1956.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de me référer à votre communication du 16¹ de ce mois, relative à l'avis consultatif qui a été demandé à la Cour sur la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

Il n'entre pas dans les intentions de mon Gouvernement de présenter un exposé oral au sujet de cette question.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) F. X. VAN DER STRATEN-WAILLET.

21. THE AMBASSADOR TO THE NETHERLANDS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO THE REGISTRAR

The Hague, February 21, 1956.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. 23378 of the 16th of February² in which you informed me that the 15th of March, 1956, has been fixed as the date for the opening of the oral proceedings on the question of the admissibility of hearings by the United Nations Committee on South West Africa.

I have forwarded a copy of your Note to Her Majesty's Government in the United Kingdom. I shall, of course, let you know as soon as possible whether they intend to present an oral statement on the subject.

I have, etc.

(Signed) Paul MASON.

22. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CAMBODGE

22 février 1956.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 14 février 1956³ par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que le Gouvernement royal du Cambodge ne désire pas se prévaloir de la faculté de présenter un exposé écrit sur la question de l'admissibilité des demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain, soumise à la Cour internationale de Justice pour avis consultatif.

J'ai également l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de l'avis consultatif rendu par la Cour le 11 juillet 1950⁴, et dont vous m'avez fait connaître que votre Gouvernement ne possédait pas d'exemplaire.

Veillez agréer, etc.

¹ Voir n° 14 ci-dessus.

² See No. 14 above.

³ Voir n° 18 ci-dessus.

⁴ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1950, p. 128.

23. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE COLOMBIE
AU GREFFIER

[Par une lettre en espagnol du 16 février 1956, le ministre des Relations extérieures de Colombie a fait savoir au Greffier que son Gouvernement ne ferait pas usage de la faculté de présenter un exposé écrit.]

24. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

24 février 1956.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 16 février 1956 ² concernant la demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la recevabilité des demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain, j'ai l'honneur de transmettre sous pli séparé à Votre Excellence, à toutes fins utiles, un exemplaire du volume imprimé ³ contenant l'exposé écrit présenté sur la question au nom du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et une lettre du ministère des Affaires étrangères de l'Inde sur le même sujet.

Veuillez agréer, etc.

25. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU LUXEMBOURG
AU GREFFIER

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à la Cour internationale de Justice à La Haye et a l'honneur de lui accuser réception de la lettre n° 23378 du 16 février 1956 ², au sujet de l'avis consultatif demandé à la Cour sur la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

Le Ministère a l'honneur d'informer la Cour que le Gouvernement luxembourgeois ne désire pas présenter d'exposé oral sur le sujet en question.

Luxembourg, le 24 février 1956.

26. THE LEGAL COUNSEL, SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS,
TO THE REGISTRAR (*tel.*)

7 Registrar Southwest Africa dossier despatched *stop* French copy with certifying letter airmailed Friday 24 February *stop* Balance

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

² Voir n° 14 ci-dessus.

³ Voir pp. 26-37.

29 English and 29 French copies by airfreight KLM flight 622 Saturday 25 February LIANG.

27. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF CHINA
TO THE REGISTRAR

February 18, 1956.

Sir,

I have the honor to acknowledge receipt of your communications Nos. 23116 and 23119, both dated December 24, 1955¹, sent to me in pursuance of Article 66, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice, concerning the request for advisory opinion transmitted to the Court under the resolution of the General Assembly of the United Nations of December 3, 1955, on the question of the admissibility of oral hearings by the Committee on South West Africa.

I have the honor to send you herewith a written statement² on the question submitted to the Court by the Government of the Republic of China.

Accept, Sir, etc.

(Signed) George K. C. YEH.

28. THE LEGAL COUNSEL, SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS,
TO THE REGISTRAR

New York, 23 February 1956.

Sir,

I wish to refer to my letter LEG 46/05(9) of 19 December 1955³, transmitting a request by the General Assembly for an advisory opinion on the question of the admissibility of oral hearings by the Committee on South West Africa.

In accordance with Article 65 of the Statute of the International Court of Justice, I am transmitting to you to be made available to the Court, thirty dossiers in English and thirty dossiers in French containing documents⁴ likely to throw light upon the question which has been submitted to the Court. I certify that all United Nations documents are official documents of the Organization or true copies thereof and that documents of the League of Nations are true copies of the texts as they appear in the official publications of the League. A complete list of all documents transmitted will be found in the Table of Contents which is a part of each dossier.

The Introductory Note has been prepared with a view to facilitating the use of the dossier. The Secretary-General will be glad to provide the Court with any additional documentation or information in his

¹ See Nos. 3 and 4 above.

² See p. 38.

³ See No. 1 above.

⁴ See pp. 10-25.

possession which the Court might find useful in its consideration of the opinion requested by the General Assembly.

Accept, Sir, etc.

(Signed) C. A. STAVROPOULOS.

29. THE REGISTRAR TO THE LEGAL COUNSEL, SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS (tel.)

28 February 1956.

Your cable 7 received with thanks all documents mentioned.

30. THE CHARGÉ D'AFFAIRES OF AUSTRALIA IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

The Hague, 28th February 1956.

Sir,

Further to my letter of the 23rd February 1956, I am directed to inform you that the Australian Government will not present an oral statement in the case in which the International Court has been requested to give an Advisory Opinion on the question of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I have, etc.

(Signed) F. T. HOMER.

31. THE DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS OF IRELAND TO THE REGISTRAR

Dublin, 3 March 1956.

Sir,

I have the honour to refer to your letter 23378 of the 16th ultimo¹ and to state that the Government of Ireland does not propose to present an oral statement to the Court in the proceedings concerning the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I have, etc.

(Signed) J. W. LENNON,
For Secretary.

32. THE REGISTRAR TO THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF CHINA

5th March 1956.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter of February 18th, 1956², by which Your Excellency sent me a written

¹ See No. 14 above.

² See No. 27 above.

statement by the Government of the Republic of China concerning the request for an Advisory Opinion transmitted to the Court under the resolution of the General Assembly of the United Nations of December 3rd, 1955, on the question of the Admissibility of Hearings by the Committee on South West Africa.

I have the further honour to inform you that in accordance with Articles 82 and 37, paragraph 4, of the Rules of Court, the Court has decided to accept this statement although it was received by the Registry after the expiry of the time-limit fixed by the Order of December 22nd, 1955.

I have, etc.

33. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN ¹

5 mars 1956.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 24 février 1956 ² concernant la demande d'avis consultatif adressée à la Cour internationale de Justice par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la recevabilité des demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence, à toutes fins utiles, copie de l'exposé écrit ³ présenté sur la question au nom du Gouvernement de la République de Chine.

Veuillez agréer, etc.

34. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU GUATEMALA
AU GREFFIER

[Par une lettre en espagnol du 27 février 1956, le ministre des Relations extérieures du Guatemala a fait savoir au Greffier que son Gouvernement ne présenterait pas d'exposé oral.]

35. THE BRITISH EMBASSY IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

Aide-mémoire

Her Majesty's Government in the United Kingdom are considering intervening orally before the International Court in the question of the admissibility of hearings by the United Nations Committee on South West Africa. Her Majesty's Government have, however, not had sufficient time to assimilate the views of other Governments (for example, the expression of opinion ⁴ by the Government of the United States of

¹ La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

² Voir n° 24 ci-dessus.

³ Voir p. 38.

⁴ See pp. 26-36.

America forwarded with the Deputy-Registrar's letter of February 24¹, reference 23450); or to seek the necessary legal advice and to brief Counsel accordingly. Her Majesty's Government would, therefore, be grateful if the proceedings could be postponed until March 22 or 23.

March 7, 1956.

36. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'AFGHANISTAN (tél.)²

8 mars 1956.

23516 Référence ma lettre 23378 seize février stop Ai honneur vous informer que sur demande Gouvernement Royaume-Uni Cour internationale Justice a reporté au vingt-deux mars ouverture audiences Sud-Ouest africain.

37. THE LEGAL ADVISER, DEPARTMENT OF STATE OF THE UNITED STATES
OF AMERICA, TO THE REGISTRAR

Washington, March 2, 1956.

Sir,

The receipt is acknowledged of your note of February 16, 1956³, stating that March 15, 1956, has been fixed as the date for the opening of oral proceedings in the advisory opinion proceedings relative to the question of admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

The Government of the United States does not plan to present an oral statement in these proceedings.

Very truly yours,

(Signed) Herman PHLEGER.

38. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF THE REPUBLIC OF CHINA
TO THE REGISTRAR

February 28, 1956.

Sir,

I have the honor to acknowledge receipt of your communication No. 23378 dated February 16, 1956³, informing me that the oral proceedings in the case of the question of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa will begin on March 15, 1956, and inquiring whether my Government is prepared to present an oral statement at the public sittings.

¹ See No. 24 above.

² La même communication a été adressée à tous les États Membres des Nations Unies, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

³ See No. 14 above.

I have the honor to inform you that the Government of the Republic of China does not intend to present an oral statement in the course of said proceedings, as its views on the question have been fully set forth in the written statement submitted to the Court at a previous date.

Accept, Sir, etc.

(Signed) George K. C. YEH.

39. LE MINISTRE D'AUTRICHE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 9 mars 1956.

Monsieur le Greffier,

Me référant à la lettre¹ que vous avez adressée à Son Excellence le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, en conformité de l'article 66, paragraphe 2, du Statut de la Cour, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous faire savoir que le Gouvernement autrichien ne désire pas se prévaloir de la faculté de participer aux exposés oraux au cours d'audiences tenues sur la question de recevabilité de demandes d'audiences présentées au Sud-Ouest africain.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) K. WILDMANN.

40. THE CANADIAN EMBASSY IN THE NETHERLANDS TO THE REGISTRAR

The Hague, March 14, 1956.

Sir,

I have the honour to refer to your letter of February 16, 1956², to my Ambassador (who is now in Rotterdam), regarding the question of oral submissions to the International Court in connection with the Court's advisory opinion on the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

In this connection, I would like to inform you that this Embassy has to-day received word from Ottawa that the Canadian Government does not wish to avail itself of the opportunity to present an oral statement in this case.

I have, etc.

(Signed) H. H. CARTER,
Counsellor.

41. THE SECRETARY TO THE GOVERNMENT OF PAKISTAN, MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS AND COMMONWEALTH RELATIONS, TO THE REGISTRAR

Karachi, March 6th, 1956.

Sir,

I am directed to refer to your letter No. 23378, dated the 16th February, 1956², to the Hon'ble Minister of Foreign Affairs and Com-

¹ Voir n° 14 ci-dessus.

² See No. 14 above.

monwealth Relations, and to state that the Government of Pakistan does not intend to present an oral statement on the request of the General Assembly of the United Nations for an advisory opinion of the International Court of Justice on the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

I have, etc.

(Signed) B. W. W. WALKER,
For Secretary.

42. L'AMBASSADEUR DU CHILI AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 15 mars 1956.

Monsieur le Greffier,

Mon Gouvernement me prie de communiquer à la Cour internationale de Justice ses remerciements pour la note n° 23378 du 16 février¹ concernant le Comité du Sud-Ouest africain et de vous informer que le Chili n'envisage pas la possibilité d'intervenir dans cette affaire.

Je saisis, etc.

(Signé) Luis RENARD.

43. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU NICARAGUA
AU GREFFIER

[Par une lettre en espagnol du 29 février 1956, le ministre des Relations extérieures du Nicaragua a fait savoir au Greffier que son Gouvernement ne présenterait pas d'exposé oral.]

44. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES RELATIONS EXTÉRIEURES
D'HAÏTI AU GREFFIER

Port-au-Prince, le 13 mars 1956.

Monsieur le Greffier de la Cour,

J'accuse réception de la lettre du 16 février écoulé¹, n° 23378, par laquelle vous exprimez le désir de savoir si le Gouvernement haïtien a l'intention de présenter un exposé oral sur la question de la recevabilité de demandes d'audiences soumises au Comité du Sud-Ouest africain.

En réponse, je m'empresse de vous informer que le Gouvernement de la République n'a pas l'intention de présenter d'exposé oral sur la question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) J. D. CHARLES.

¹ Voir n° 14 ci-dessus.

45. THE PERMANENT SECRETARY, MINISTRY OF EXTERNAL AFFAIRS,
CEYLON, TO THE REGISTRAR

Colombo, 12th March 1956.

Sir,

With reference to your letter No. 23378 of February 16th, 1956¹, and your telegram No. 23516 of March 8th, 1956², I have the honour to inform you that the Government of Ceylon does not propose to present any oral statement on the question of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa.

The Government of Ceylon is, however, interested in the issue and will be pleased to know the opinion of the International Court of Justice.

I have, etc.

(Signed) N. J. L. JANSZ,
For Permanent Secretary.

46. THE AMBASSADOR TO THE NETHERLANDS OF THE UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO THE REGISTRAR

The Hague, March 19, 1956.

Sir,

I have the honour to invite reference to my letter of February 21 (1646/9/2/56)³ and to inform you that Her Majesty's Government in the United Kingdom wish to make an oral statement during the Court's consideration of the General Assembly's request for an advisory opinion on the admissibility of oral hearings by the Committee on South West Africa. Their representative will be the Attorney-General, the Right Honourable Sir Reginald Manningham-Buller, Q.C., M.P., assisted by the Deputy Legal Adviser to the Foreign Office, Mr. F. A. Vallat, C.M.G.

I have, etc.

(Signed) Paul MASON.

47. THE ACTING SECRETARY, DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS OF THE
PHILIPPINES, TO THE REGISTRAR

Manila, March 3, 1956.

Sir,

The receipt is acknowledged of your letter No. 23378 dated February 16, 1956¹, informing the Department that March 15, 1956, has been fixed as the date for the opening of the oral proceedings on the question of the admissibility of hearings by the Committee on South West Africa now before the Court and requesting information as to whether the Philippine Government would wish to present an oral statement.

The Philippine Government does not intend to present an oral statement on the question.

I have, etc.

(Signed) Raul S. MANGLAPUS,
Acting Secretary.

¹ See No. 14 above.

² See No. 36 above.

³ See No. 21 above.

48. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE AUX PAYS-BAS AU GREFFIER

La Haye, le 19 mars 1956.

Monsieur le Greffier,

Me référant à ma communication n° 2 en date du 23 février, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le ministère des Affaires étrangères espagnol ne présentera pas un exposé oral au Tribunal international de Justice en relation avec la question de la recevabilité de demandes d'audience présentées au Comité du Sud-Ouest africain.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Juan TEIXIDOR.

49. THE REGISTRAR TO THE RIGHT HONOURABLE SIR REGINALD MANNINGHAM-BULLER, Q.C., M.P., ATTORNEY-GENERAL, REPRESENTATIVE OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM

22nd March, 1956.

Sir,

In accordance with Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court :

“A transcript of speeches or declarations made by agents, counsel or advocates shall be made available to them for correction or revision, under the supervision of the Court.”

As a rule, every speaker receives a transcript of the proceedings on the day of the hearing at which he has addressed the Court.

If you intend to avail yourself of the opportunity of correcting your speeches, I should be very grateful if you would send your corrections to the Registry (Office of the Registrar) on the day following that on which you receive the transcript, i.e. on the day following the hearing at which you have addressed the Court. In this way it will be possible to take into account your corrections when preparing the provisional printed version of the transcripts which are intended to facilitate the work of the Court, and which, in the interests of the latter, must be published without delay.

I may add that if your correction are received too late to be included in this provisional printed version, they will, in any event, be included in the final edition to be published after the termination of the proceedings.

I have, etc.

50. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS¹
(tel.)

29 mai 1956.

ICJ 23950 cable to New York Secgen referring Article 67 Statute Court have honour inform you that reading Advisory Opinion concerning Admissibility of Hearings of Petitioners by Committee SW Africa fixed June first eleven a.m.

51. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

1st June, 1956.

Sir,

I have the honour to send you by air mail, under separate cover, two copies of the Advisory Opinion² given to-day by the International Court of Justice on the Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa.

In pursuance of Article 85, paragraph 2, of the Rules of Court, one original copy of the Opinion, duly signed and sealed, is being sent to you by surface mail.

The usual copies for distribution in the United Nations will be despatched in due course.

I have, etc.

52. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AFGHANISTAN³

9 juin 1956.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 85, paragraphe 2, du Règlement de la Cour, j'ai l'honneur de transmettre sous ce pli à Votre Excellence un exemplaire conforme de l'avis consultatif⁴ rendu par la Cour internationale de Justice en l'affaire de l'admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain.

D'autres exemplaires de cet avis vous seront expédiés ultérieurement par la voie ordinaire.

Veuillez agréer, etc.

¹ A similar communication was made, by cable or by letter, to the Governments which had presented written or oral statements, and to the Government of the Union of South Africa.

² See Publications of the Court, *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders*, 1956, pp. 23-71.

³ La même communication a été adressée à tous les États qui avaient été jugés susceptibles de fournir des renseignements sur la question (États Membres des Nations Unies : voir n° 16).

⁴ Voir publications de la Cour, *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances* 1956, pp. 23-71.

53. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU JAPON¹

Le Greffier de la Cour internationale de Justice a l'honneur de transmettre ci-joint un exemplaire de l'avis consultatif rendu par la Cour en l'affaire de l'admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain.

D'autres exemplaires de cet avis seront expédiés ultérieurement par la voie ordinaire.

La Haye, le 9 juin 1956.

¹ La même communication a été adressée à tous les États, autres que les États Membres des Nations Unies, qui sont admis à ester en justice devant la Cour, à savoir, avec le Japon, le Liechtenstein, Saint-Marin et la Suisse, la République fédérale d'Allemagne et le Vietnam.

ALPHABETICAL INDEX

ABBREVIATIONS :

advis. op.	advisory opinion.
art.	article.
Govt.	Government.
I.C.J.	International Court of Justice.
L. of N.	League of Nations.
ref.	reference.
diss. op.	dissenting opinion.
sep. op.	separate opinion.
S. Africa	South Africa.
S. W. Africa	South West Africa.
t.	text.
U.K.	United Kingdom.
U.N.	United Nations.
U.S.A.	United States of America.

A

Advisory Opinion of the International Court of Justice of 11 VII 50 on International Status of South West Africa :

Extracts from—: 27, 43-44, 51.
 Interpretation of—as a whole, its general purport and meaning: 8-10.
 Particulars and observations concerning—: 8-10, 16, 27, 36, 38, 44, 46-48, 51, *passim*.

Advisory Opinion of the International Court of Justice of 7 VI 55 on Voting procedure on questions relating to reports and petitions concerning the Territory of South West Africa :

Extracts from—: 28, 51, 52, 53.
 Extract of sep. op. of Sir Hersch Lauterpacht, Judge, referring to the—: 52.
 Observations concerning—: 12, 28 *et seq.*

Advisory Opinion delivered by the International Court of Justice on 1 VI 56 on Admissibility of hearings of petitioners by the Committee on South West Africa :

Communication of—: 76-77.
 Read at public sitting: 41-42.

Advisory Opinion delivered by the International Court of Justice on 1 VI 56 on Admissibility of hearings of petitioners by the Committee on South West Africa (cont.):

Request for—, see *Request for Advis. Op. on admissibility of hearings, etc.*

ARMAND-UGON (Judge E. C.—): 40-42 (joint diss. op.).

B

BADAWI (Judge Abdel Hamid—), Vice-President of the Court: 40-42 (joint diss. op. and declaration).

BASDEVANT (Judge J.—): 40-42 (joint diss. op.).

C

Charter of the United Nations :

Article 80 (1): 27 (right of petition acquired by the inhabitants of S. W. Africa).

Article 87 (b): 48 (express provision for petitions).

Chapter XI (non-self-governing territories): 47-48.

Chapter XII (International Trusteeship System): 47-48.

China (*Republic of*—); *written statement*: 38 (*t.*), 68-69.

Committees of United Nations on South West Africa :

Ad Hoc Committee (1954-1955): 8-10, 13-14 *et seq.*

Committee on S. W. Africa: 8-10, 13, 44, 47 (appointment and functions), 13-14 (provisional rules), 12 (adoption of Report), 21-22 (*list of documents*).

Communication to the Govt. of the Union of South Africa of the provisional rules of procedure of the—: 14.

Committees of United Nations on South West Africa (cont.):Committee, etc., (*cont.*):

Consistency with the Advis. Op. of the I.C.J. of 11 VII 50 for the— to grant oral hearings to petitioners (Question relating to—): 8, 9, 10, 16.

Sessions of the—:

1954: First: 11, 12, 13, 21.

1955: Second: 11, 14, 22.

Transitional provisions "Section D" relating to oral hearings from inhabitants of the Territory by the—: 14.

Composition of the Court, see *Court*, *Composition*.

Conformity, "as far as possible", with the procedure followed by the Council of the League of Nations, see *Supervision of the Territory of S. W. Africa*, Degree of supervision, etc.

CÓRDOVA (Judge R.—): 40.

Correspondence with the Registry of the Court: 8, 59-77.

Court (International—of Justice):

Advisory Opinions of the—, see *Advisory Opinions*.

Composition of the—: 80.

Oral proceedings, see *Oral proceedings*.

Order of 22 XII 55: 40.

Public sittings of the—, see *Public sittings*.

Rules of the—, see *Rules*.Statute of the—, see *Statute*.

Written proceedings, see *Written proceedings*:

D

Decisions of the General Assembly on reports and petitions concerning the Territory of S. W. Africa, see *Reports and petitions*. See also *Request for Advisory Opinion*.

Declarations appended to Advisory Opinion of 1 VI 56 by Vice-President Badawi and Judges Kojevnikov and Winiarski: 42.

Degree of supervision, see *Supervision of the Territory*, etc.

Documents:

League of Nations:

List of documents filed by—: 11, 16-20, 23-25, 68.

Documents (cont.):League of Nations (*cont.*):

No documents submitted by representatives of States: 56.

United Nations:

Information given in the Secretary-General's Introductory Note: 10 *et seq.*, 68-69.

List of documents filed by—: 11-12, 21-25.

G

General Assembly of the United Nations, see *United Nations*, *General Assembly*. See also *Reports and petitions concerning the Territory of South West Africa*.

GUERRERO (Judge J. G.—): 40.

H

HACKWORTH (Judge Green H.—), President of the Court: 40-42.

Hsu Mo (Judge—): 40, 42 (joint diss. op.).

I

India: letter in reply to notification of Request for advis. opinion.: 37.

International Status of South West Africa, see *Advisory Opinion of the I.C.J. of 11 VII 50*.

Interpretation of Advisory Opinion, see Advisory Opinion of 11 VII 50, *Interpretation of—*.

Introductory Note by the Secretary-General of the United Nations, with list of documents: 10-25, 41, 68.

J

Joint dissenting opinions of Vice-President Badawi and Judges Basdevant, Hsu Mo, Armand-Ugon and Moreno Quintana appended to Advisory Opinion of 1 VI 56, not read at public sitting: 42.

K

KLAESTAD (Judge H.—): 40.

KOJEVNIKOV (Judge F. I.—): 40, 42 (declaration appended to advis. op.).

L

LAUTERPACHT (Sir Hersch—, Judge) :

Extracts of sep. op. of—on Advis.

Op. of 7 VI 55 regarding the expression "degree of supervision": 52.

Separate opinion appended to Advis.

Op. of 1 VI 56: 40, 42.

League of Nations :

Council :

List of documents, see *Documents*.

Mandate for S. W. Africa, see *Mandate*, etc.

Mandates System, see *Mandates System*.

Observations of Mandatory on hearing of petitioners: 19, 24.

Procedure followed by—relating to supervision of Territory, see *Supervision of the Territory*.

Record by Mandatory Powers rendered to the—of all general legislative or administrative decision adopted in the mandated territories: 29.

Responsibility of the Mandatory Power before the—: 29.

Use of right of control by the—to supervise Mandatory Power administration, see *Supervision of the Territory*.

Covenant :

Article 22 (paras. 1, 2, 7 and 9): 27-29, 45, 47, 48.

Permanent Mandates Commission :

Documents relating to discussions on admissibility of hearings of petitioners by the—: 17-20.

Documentation relating to the functioning of Mandates System and rules of procedure of the—: 17, 23.

Hearing of petitioners by the—in certain cases: 19, 24.

No provisions for oral hearings in rules of procedure of the—: 48.

Note (1926) by Sir Frederick Lugard to the—regarding procedure for memorials or petitions: 18, 24.

Note (1926) by Professor Rappard to the—concerning hearing of petitioners: 18, 24.

Particulars concerning the inadmissibility of petitions: 31 (footnote).

Report to the Council on the work of the Ninth Session of the—: 18, 24.

League of Nations (cont.) :

Permanent Mandates Commission

(cont.) :

Rules of procedure of the—: 17.

Sessions of the— :

1923: Third: 17, 23 (ref.), 48, 49.

1925: Seventh: 17, 18, 23 (ref.), 48.

1926: Eighth: 18, 24 (ref.), 48.

.. : Ninth: 18, 24 (ref.), 49.

.. : Tenth: 19, 24 (ref.).

1927: Eleventh: 19, 20, 25 (ref.), 50.

.. : Twelfth: 17.

1928: Thirteenth: 20, 25 (ref.).

1929: Fifteenth: 20, 25 (ref.).

1933: Twenty-third: 20, 25 (ref.).

LÓPEZ OLIVÁN (M. J.), Registrar: 40-42.

LUGARD (Sir Frederick—), Rapporteur of Permanent Mandates Commission of L. of N. (1926-1927): 18, 20, 24 (ref.), 25 (ref.), 50.

M

Mandate for the Territory of South West Africa :

Annual report by the Mandatory, see *Reports and petitions*.

Obligations of South Africa under the— :

Continuation of—: 12, 13, 14, 27, 45, 47, 48.

Supervision of the Territory, see *Supervision*, etc.

Mandates System (International —) :

Permanent Mandates Commission, see *League of Nations*, Permanent Mandates Commission.

Practice followed by the Council of the L. of N. on matters of petitions: 17-20, 48-50 *et seq.*

Representations in the Council of the L. of N. of Mandatory States regarding hearing of petitioners, see *League of Nations*, Council.

MANNINGHAM-BULLER (Sir Reginald—), Attorney-General, representative of the United Kingdom: 40, 41, 43 *et seq.* (Oral statement).

Minutes of Public sittings :

22 III 56: 40-41.

1 VI 56: 41-42.

MORENO QUINTANA (Judge L. M.—): 40-42 (joint diss. op.).

N

Non-self-governing territories; Chapter IX of the United Nations Charter, see Charter of the U.N.

O

Obligations of South Africa under the Mandate for South West Africa, see Mandate for S. W. Africa.

Oral proceedings :

Correspondence concerning—: 62-67, 70-71, 75.
Oral Statement of U.K. Govt.—: 43-54.
Postponement of opening oral proceedings: 40, 70-71.

P

Petitions, see Reports and petitions, etc.

Preparatory work on Section D of rules of procedure of the Committee on S. W. Africa: 13-16.

President of the Court, Mr. Hackworth: 39-42.

Public sittings held by the International Court of Justice:

Public sitting (22 III 56) for oral arguments.
Public sitting (1 VI 56) for delivery of Advisory Opinion.

R

RAPPARD (Prof.—), Rapporteur of Permanent Mandates Commission of L. of N. (1926-1933): 18, 20, 24-25 (ref.), 49.

READ (Judge J.—): 40.

Registrar of the Court: 40-42. See also Correspondence with the Registry of the Court.

Reports and petitions concerning the Territory of South West Africa:

Annual report of Mandatory: 12, 13, 30, 31, 35.
Conformity, "as far as possible", with procedure followed by the Council of L. of N., see *Supervision of the Territory, etc., Degree, etc.*
Decisions of the General Assembly relating to questions of S. W. Africa: 12-13 *et sqq.*

Reports and petitions, etc. (cont.):

Procedure followed by the Committee on S. W. Africa for examination of—: *passim*, 13, 14 (footnote).

Report presented by the Govt. of Union of S. Africa to the Council of the League of Nations for 1939: 35 (footnote).

Right of inhabitants of S. W. Africa to submit petitions: 27, 34.

Transmission of—by S. Africa (Question of—) 12, 13, 30, 31.

Request for Advisory Opinion on the admissibility of oral hearings by the Committee on S. W. Africa:

Adoption: 8, 16, 26-27, 38, 43.

Notification of: 8, 40, 59-60.

Proposals for: 14-16 *et sqq.*, 26-27 *et sqq.*, 44-48 *et sqq.*

Text: 8-10, 26.

Resolutions of the General Assembly, see United Nations, General Assembly: Resolutions.

Rules of Court :

Article 37 (4): 70.

.. 58 (2): 64.

.. 60 (3): 75.

.. 82 (4): 70.

.. 85 (2): 76.

Rules of procedure of General Assembly for examination of reports and petitions:

Decision under which the Committee of S. W. Africa was instructed to examine petitions as far as possible in accordance with the procedure of the former Mandates System: 9-10, 13, 16, 21 (ref.) 27, 38, 38, 44, 46.

Special rule C ... regarding annual report from Committee on S. W. Africa: 14 (footnote).

Special rule D ... Decisions of General Assembly guided, as far as possible, on conclusions of the Committee: 14 (footnote).

S

Secretary-General of the United Nations: see United Nations, Secretary-General.

Separate opinion of Sir Hersch Lauterpacht, Judge, appended to Advis. Op. of 1 VI 56, not read at public sitting: 42.

South West Africa (Territory of—):

Adoption by General Assembly of U.N. (3 XII 55) of Resolutions relating to question of—: 12-13.

South West Africa (Territory of—)

(cont.):

Decisions of the General Assembly of U.N. concerning—, see *Reports and petitions, etc.*, Decisions.

Degree of supervision to be exercised by the General Assembly, U.N., see *Supervision of the Territory of South West Africa*, Degree of supervision, etc.

Mandate for—, see *Mandate for the Territory of S. W. Africa*.

Observations with regard to the position and status of—: 47-48, 51.

Reports and petitions concerning—, see *Reports and petitions, etc.*

Supervision exercised by the Council of L. of N., see *Supervision of the Territory of S. W. Africa*, etc.

South Africa (Union of—):

Annual report for 1939 presented by— to Council of L. of N. concerning administration of South West Africa: 35 (footnote).

Correspondence with Committee on S. W. Africa 1954-1955: 12, 14, 35.

Obligations in regard to the Territory of S. W. Africa, see *Mandate for South West Africa*.

Provisional rules of procedure of Committee on S. W. Africa (1954) transmitted to Government of—: 14.

Refusal to cooperate with the Committee on S. W. Africa: 35.

States which intervened orally, see *Oral proceedings*.

States which submitted written statements, see *Written proceedings*.

Statute of the Court:

Article 39: 42, 60, 64.

„ 57: 42.

„ 65: 8, 10, 68.

„ 66: 40, 59-60, 68, 72.

„ 67: 42, 76.

„ 68: 42.

STAVROPOULOS (C. A.), Legal Counsel of Secretariat of U.N., see *United Nations*, Legal Counsel.

Supervision of the Territory of South West Africa:

Degree of supervision to be exercised by the General Assembly of U.N.; conformity "as far as possible", with procedure of the Council, L. of N.: *passim*, 9-10, 13, 15-16, 26-28, 36, 38, 43-46, 51-53.

Supervision, etc. (cont.):

Means of Supervision used by the Council of L. of N.:

Collection of documentation regarding the expressions of public opinion concerning the Mandates System: 31, 35.

Examination of the annual reports of the Mandatory: 30-32.

Investigations on the spot: 34.

Nature and Extent of the supervision of the Mandatory administration by the L. of N.: 28 *et seq.*

Procedure followed in this respect by the Council of L. of N.: 28-35, 46, 48, 50-51, 53.

T

Territory of South West Africa, see *Mandate for S. W. Africa; Reports and petitions*; and *Supervision of the Territory, etc.*

Time-limit for written statements: 59-60.

Trusteeship (Council) see *United Nations*, Trusteeship Council.

Trusteeship (International—System); Question of placing Territory of S. W. Africa under the—: 12, 47, 48 *et seq.*

U**United Nations:**

Charter, see *Charter*.

Fourth Committee of General Assembly:

Adoption of Report of—(A/3043) referring to the Court the question of admissibility of oral hearings: 9, 16, 23 (ref.), 27.

Question of the admissibility of oral hearings by the Committee on S. W. Africa discussed by the—: 15, 16, 22 (ref.), 27, 46-47.

Request for hearing addressed to— (1955): 14, 26-27.

Tenth Session (1955): 15-16, 22-23.

General Assembly:

Adoption of a draft resolution by the—on 3 XII 55 referring to the Court the question of admissibility of oral hearings by the Committee on S. W. Africa: 16.

Amendment by Peru to the draft resolution submitted by Lebanon, Liberia, Mexico and Thailand to the—: 16, 22.

United Nations (cont.):General Assembly (*cont.*):

Draft resolution of Lebanon, Liberia, Mexico and Thailand requesting an advis. op. from the I.C.J.: 16, 22.

Decisions on reports and petitions concerning S. W. Africa, see *Reports and petitions*, Decisions, etc.

List of documents, see *Documents*.

Resolutions:

28 XI 53: 749 (VIII) (supervisory responsibilities with regard to Territory of S. W. Africa; establishment of the Committee on S. W. Africa): 8-10, 13, 21 (ref.), 26 *et seq.*, 45-46.

11 X 54: 844 (IX) (adoption of special rules C and D relating to procedure with regard to petitions): 14 (footnote).

3 XII 55: 934 (X) (adoption of Advis. Op. of 7 VI 55): 12, 23 (ref.).

3 XII 55: 935 (X) to 939 (X); decisions regarding various petitions and communications concerning the Territory: 12, 23 (ref.).

3 XII 55: 940 (X); question of placing Territory of S. W. Africa under Trusteeship System: 12, 23 (ref.).

3 XII 55: 941 (X); report of the Committee on S. W. Africa: 12, 23 (ref.).

3 XII 55: 942 (X); Request for Advis. Op. on admissibility of hearings of petitioners by the Committee on South West Africa: 8-10, 12-13, 23 (ref.), 26-27, 40, 42, 58.

3 XII 55: 943 (X); (Statements of Rev. Michael Scott speaking on behalf of the Native inhabitants of the Territory of S. W. Africa under Union of South Africa administration transmitted to the Committee of S. W. Africa): 13, 23 (ref.).

Rules relating to procedure which—would follow with regard to petitions, see *Rules of procedure*, etc.

Sessions of the—

1954: Ninth: 26.

1955: Tenth: 11-12, 14-16, 22, 38.

United Nations (cont.):General Assembly (*cont.*):

Supervision by the—of the Territory of S. W. Africa, see *Supervision of the Territory*, etc.

Legal Counsel of the Secretariat; Correspondence with the Registry: 8-9, 59, 68-69.

Secretary-General:

Correspondence with the Court: 8, 59, 64, 76.

Introductory Note of the—, with list of documents filed: 10-25.

Trusteeship Council:

Amendments of Articles 78, 80, and 87 to 91 of rules of procedure of the—: 48.

United Kingdom Government; *Oral statement by Sir Reginald Manningham-Buller representing the—*: 43-54, 70-71.

United States of America; *Written statement*: 26-36.

V

VALLAT (M. F. A.), Deputy Legal Adviser to the Foreign Office: 40-41.

Voting procedure of the General Assembly of the United Nations; *Decision taken by a majority referring to the Court the question of the admissibility of oral hearings by the Committee on S. W. Africa*: 16.

W

WINIARSKI (Judge B.—): 40, 42 (declaration appended to Advis. Op. of 1 VI 56).

Written proceedings:

Statements and replies received from Governments:

China (Republic of—) (statement): 38.

India (letter): 37.

U.S.A. (statement): 26-36.

Time-limit for statements, see *Time-limit*, etc.

Z

ZAFRULLA KHAN (Sir Muhammad—, Judge): 40.

ZORIČIĆ (Judge M.—): 40.

INDEX ALPHABÉTIQUE

ABRÉVIATIONS :

art.	article.
avis consult.	avis consultatif.
C. I. J.	Cour internationale de Justice.
Gouv ^t	Gouvernement.
N. U.	Nations Unies.
op. diss.	opinion dissidente.
op. indiv.	opinion individuelle.
réf.	référence.
S. d. N.	Société des Nations.
t.	texte.

A

Afrique du Sud, voir *Union sud-africaine*.

ARMAND-UGON (M. E. C. —, juge) : 40, 42 (op. diss. commune).

Assemblée générale des Nations Unies, voir *Nations Unies*, *Assemblée générale*. Voir aussi *Rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain*.

Avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 11 VII 50 ; Statut international du Sud-Ouest africain :

Extraits : 27, 43, 44, 51.

Interprétation sur le sens et la portée de l'— : 8, 9, 10.

Observations sur l'ensemble et le but général de l'— : 8-10, 16, 27, 36, 38, 44, 46-48, 51, *passim*.

Avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 7 VI 55 ; Procédure de vote applicable aux rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain :

Extraits : 28, 51, 52, 53.

Extrait de l'op. indiv. de Sir Hersch Lauterpacht : 52.

Observations sur l'— : 12, 28 *et sqq.*

Avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 1 VI 56 ; Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain :
Communication de l'— : 76-77.
Demande d'avis, voir *Requête*, etc.
Lecture en audience publique : 41-42.

B

BADAWI (M. Abdel Hamid —), Vice-Président de la Cour : 40-42 (op. diss. commune et déclaration jointe).

BASDEVANT (M. J. —, juge) : 40-42 (op. diss. commune).

C

Charte des Nations Unies :

Article 80 (1) : 27 (droit de pétitions acquis par les habitants du S. O. africain).

Article 87 (b) : 48 (disposition spéciale en matière de pétition).

Chapitre XI (territoires non autonomes) : 47-48.

Chapitre XII (régime international de Tutelle) : 47-48.

Chine (République de —) ; exposé écrit : 38 (t.), 68-69.

Comités des Nations Unies :

Comité du Sud-Ouest africain : 8-10, 13, 44-47 (fonctions), 13-14 (règlement provisoire), 21-22 (liste de documents).

Adoption du rapport du — : 12.

Audiences à accorder par le — au sens de l'avis consult. du 11 VII 50. (Question relative aux —), voir *Question*, etc.

Notification au Gouv^t de l'Union sud-africaine du texte du règlement provisoire du — : 14.

Sessions du — :

1954 ; Première : 11, 12-13, 21.

1955 ; Deuxième : 11, 14, 22.

Comités des Nations Unies (suite) :

Comité du Sud-Ouest africain (*suite*) :

Texte de la disposition transitoire
« Section D » insérée au règlement
provisoire du — : 14.

Comité spécial du Sud-Ouest africain
(1954-1955) : 8-10, 13-14. et *sqq.*

Composition de la Cour, voir *Cour*,
Composition.

Conformité, « *autant que possible* », à la
procédure suivie par le Conseil de la
S. d. N., voir *Contrôle du territoire du*
Sud-Ouest africain, *Degré de sur-*
veillance, etc.

Contrôle du Territoire du Sud-Ouest afri-
cain :

Degré de surveillance à exercer par
l'Assemblée générale des N. U. ;
conformité, « *autant que possible* »,
à la *procédure suivie par le Conseil*
de la *S. d. N.* : 9-10, 13, 15-16,
26-28, 36, 38, 43-46, 51-53.

Mesures de contrôle employées en la
matière par le Conseil de la S. d. N. :
Examen du rapport annuel du man-
dataire : 30-32.

Investigations poursuivies sur place :
34.

Recueil de documentation : 31, 35.
Nature et étendue de la surveillance
exercée en la matière par la S. d. N. :
28-29.

Procédure suivie par le Conseil de la
S. d. N. en matière de — : 28-35,
48-53. *passim*.

CORDOVA (M. R. —, juge) : 40.

Correspondance avec le Greffe de la Cour :
8, 59-77.

Cour internationale de Justice :

Avis consultatifs de la —, voir *Avis*
consultatifs.

Composition de la — : 40.

Ordonnance du 22 XII 55 : 40.

Procédure écrite, voir *Procédure écrite*.

Procédure orale, voir *Procédure orale*.

Règlement de la —, voir *Règlement*.

Séances publiques de la —, voir
Séances publiques.

Statut de la —, voir *Statut*.

D

Décisions de l'Assemblée générale des
N. U. sur les rapports et les pétitions
relatifs au Territoire du Sud-Ouest
africain, voir *Rapports et pétitions*,
etc. Voir aussi *Requête à fin d'avis*
consultatif.

Déclaration de M. Badawi, Vice-Président,
et de MM. Kojevnikov et Winiarski,
juges, jointes à l'avis consultatif du
I VI 56 : 42.

Degré de surveillance à exercer, voir
Contrôle du Territoire du Sud-Ouest
africain.

Délai de présentation des exposés écrits :
59-60.

Documents :

Nations Unies :

Liste des documents présentés par
les — : 11, 21-23, 67.

Non-production de documents par les
États intéressés : 56.

Renseignements donnés dans la note
introduitive au dossier transmis
par le Secrétaire général des — :
10 et *sqq.*, 68-69.

Société des Nations :

Liste des documents de la — : 11,
16-20, 23-25, 68.

E

États ayant présenté des exposés écrits,
voir *Procédure écrite*.

États intervenus dans la procédure orale,
voir *Procédure orale*.

États-Unis d'Amérique ; *exposé écrit* :
26-36.

G

Greffier de la Cour : 40-42. Voir aussi
Correspondance avec le Greffe de la
Cour.

GUERRERO (M. J. G. —, juge) : 40.

H

HACKWORTH (M. Green H. —), Président
de la Cour : 40-41-42.

Hsu Mo (M. —, juge) : 40, 42 (op. diss.
commune).

I

Inde ; *lettre du II II 56 adressée au*
Greffe visant la requête pour avis con-
sultatif : 37.

Interprétation d'un avis consultatif, voir
Avis consultatif du II VII 50, *Inter-*
prétation, etc.

Introduction au dossier transmis par le Secrétaire général des Nations Unies avec la liste des documents : 10-25, 41, 68.

K

KLAESTAD (M. H. —, juge) : 40.

KOJEVNIKOV (M. F. I. —, juge) : 40, 42 (déclaration jointe à l'avis).

L

LAUTERPACHT (Sir Hersch —, juge) :

Extrait de l'op. indiv. de — sur le sens et la portée du « degré de surveillance » joint à l'avis consult. du 7 VI 55 : 52.

Opinion individuelle jointe à l'avis consultatif du 1 VI 56 : 40, 42.

LÓPEZ OLIVÁN (M. J. —), Greffier de la Cour : 40, 41, 42.

LUGARD (sir Frederick —), rapporteur de la Commission permanente des mandats de la S. d. N. (1926-1927) : 18, 20, 24 (réf.), 25 (réf.), 50.

M

Mandat pour le Territoire du Sud-Ouest africain :

Obligations et responsabilités de l'Union sud-africaine aux termes du — : 27, 45, 47, 48.

Continuité des — : 12, 13, 14, 27, 45, 47.

Rapport annuel du Mandataire, voir *Rapports et pétitions*.

Surveillance à exercer sur le Territoire, voir *Contrôle du Territoire*, Degré de surveillance, etc.

Mandats (Régime international des —) :

Commission permanente des Mandats, voir *Société des Nations*, Commission permanente des Mandats.

Observations des puissances mandataires au Conseil de la S. d. N. sur l'audition de pétitionnaires, voir *Société des Nations*, Conseil de la — : Observations, etc.

Pratique suivie par le Conseil de la S. d. N. en matière de pétitions : 17, 20, 48-50 et *sqq.*

MANNINGHAM-BULLER (sir Reginald —), *Attorney-Général*, représentant le Royaume-Uni : 40, 41, 43-54 (exposé oral).

MORENO QUINTANA (M. L. M. —, juge) : 40, 42 (op. diss. commune).

N

Nations Unies :

Assemblée générale :

Adoption par l'— du projet de résolution du 3 XII 55 tendant à consulter la Cour sur la recevabilité des demandes d'audience présentées au Comité du S.-O. africain : 16.

Amendement du Pérou au projet de résolution présenté par le Liban, le Liberia, le Mexique et la Thaïlande à l'— : 16, 22.

Contrôle du Territoire du Sud-Ouest africain par l'—, voir *Contrôle du Territoire*, etc.

Décisions de l'— sur les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain, voir *Rapports et pétitions*, Décisions, etc.

Liste de documents de l'—, voir *Documents*.

Procédure suivie par l'— pour l'examen des rapports et pétitions, voir *Procédure de l'Assemblée générale*, etc.

Projet de résolution présenté par le Liban, le Liberia, le Mexique et la Thaïlande à l'— tendant à demander à la C. I. J. un avis consultatif : 16, 22.

Résolutions :

28 XI 53 : 749 (VIII) (fonctions de contrôle à exercer par l'Assemblée générale sur le Territoire du Sud-Ouest africain ; création du Comité du Sud-Ouest africain) : 8-10, 13, 21 (réf.), 26 et *sqq.*, 45-46.

11 X 54 : 844 (IX) (adoption des articles C et D quant à la procédure à appliquer pour l'examen des pétitions) : 14 (bas de page).

3 XII 55 : 934 (X) (adoption de l'avis consult. du 7 VI 55) : 12, 23 (réf.).

3 XII 55 : 935 (X) à 939 (X) (série de résolutions relatives à des pétitions et communications concernant le Territoire du Sud-Ouest africain) : 12, 23 (réf.).

3 XII 55 : 940 (X) (mise du Territoire du Sud-Ouest africain sous régime de tutelle) : 12, 23 (réf.).

3 XII 55 : 941 (X) (rapport du Comité du Sud-Ouest africain) : 12.

Nations Unies (suite) :**Assemblée générale (suite) :****Résolutions (suite) :**

3 XII 55 : 942 (X) (requête pour avis consultatif sur l'admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain) : 8-10, 12-13, 23 (réf.), 26-27, 40, 42, 58.

3 XII 55 : 943 (X) (communication au Comité du Sud-Ouest africain des déclarations faites à l'Assemblée générale par le Rev. Michael Scott au nom des habitants autochtones du Territoire du Sud-Ouest africain administré par l'Union sud-africaine) : 13.

Sessions :

1954 : Neuvième : 26.

1955 : Dixième : 11, 12, 14-16, 22, 38.

Charte des —, Voir *Charte*.

Conseil de Tutelle :

Modification des articles 78, 80 et 87 à 91 du règlement intérieur du — : 48.

Conseiller juridique des — ; correspondance avec le Greffe : 8-9, 59, 68-69.

Quatrième Commission de l'Assemblée générale :

Adoption du rapport (A.13043) de la — tendant à consulter la Cour sur la recevabilité des demandes d'audience adressées au Comité du Sud-Ouest africain : 9, 16, 23 (réf.), 27.

Débats sur la question de la recevabilité des demandes d'audience : *passim*, 15, 16, 22 (réf.), 27, 46-47.

Demande d'audience adressée en 1955 à la — : 14, 26-27.

Dixième session (1955) : 15-16, 22-23.

Secrétaire général :

Correspondance avec la Cour : 8, 59, 64, 76.

Note introductive au dossier transmis par le —, avec liste des documents déposés : 10-25.

O

Obligations de l'Union sud-africaine conformément aux termes du Mandat pour le Sud-Ouest africain, voir Mandat pour le Sud-Ouest africain.

Opinion dissidente commune de MM. Badawi, Basdevant, Hsu Mo, Armand-Ugon et Moreno Quintana jointe à l'avis consult. du 1 VI 56, non lue en audience publique : 42.

Opinion individuelle de Sir Hersch Lauterpacht, juge, jointe à l'avis consult. du 15 VI 6, non lue en audience publique : 42.

P

Pétitions, voir Rapports et pétitions, etc.

Président de la Cour, M. Hackworth : 39-42.

Procédure de l'Assemblée générale des N. U. pour l'examen des rapports et pétitions :

Article spécial C quant au rapport annuel du Comité du Sud-Ouest africain : 14 (bas de page).

Article spécial D ayant trait aux conclusions de l'Assemblée générale fondées sur celles du Comité : 14 (bas de page).

Décision chargeant le Comité d'examiner les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain en se conformant, autant que possible, à la procédure de l'ancien régime des Mandats : 9, 10, 13, 16, 21 (réf.), 27, 36, 38, 44, 46.

Procédure écrite :

Délai pour la présentation des exposés, voir *Délai*, etc.

Exposés et réponses reçus des Gouvernements :

Chine (République de —) (exposé) : 38.

États-Unis d'Amérique (exposé) : 26-36.

Inde (lettre) : 37.

Procédure orale :

Correspondance relative à la — : 62-67, 70-71, 75.

Exposé oral ; Royaume-Uni : 43-54.

Prorogation au 22 III 56 du délai fixant la date d'ouverture de la procédure orale : 40, 70-71.

Procédure relative aux auditions par le Comité du Sud-Ouest africain : disposition transitoire « Section D » sur la — : 14 (t.).

Procédure suivie en matière de surveillance par la S. d. N., voir Contrôle du Territoire du Sud-Ouest africain, Nature et étendue de la surveillance, etc.

Procès-verbaux des séances publiques :

22 III 56 : 40-41.

I VI 56 : 41-42.

Q

Question relative aux audiences à accorder à des pétitionnaires en se conformant à l'avis consult. de la C. I. J. du 11 l'II 50 : 8, 9, 10, 16.

R

RAPPARD (Prof.), rapporteur à la Commission permanente des Mandats de la S. d. N. (1926-1933) : 18, 20, 24 (réf.), 25 (réf.), 49.

Rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain :

Conformité, « autant que possible », à la procédure suivie par le Conseil de la S. d. N., voir *Contrôle du Territoire, etc.*, Degré, etc. Voir aussi *Procédure de l'Assemblée générale, etc.*
Décisions de l'Assemblée générale des N. U. sur les questions touchant les —, voir *Procédure de l'Assemblée générale, etc.*

Droit des habitants du Sud-Ouest africain de soumettre des pétitions : 27, 34.

Procédure d'examen suivie par le Comité du Sud-Ouest africain : 13-14, 15 et sqq., 28, 33-34.

Rapport annuel du Mandataire : 12-13, 30, 31, 35.

Rapport présenté par l'Union sud-africaine au Conseil de la S. d. N. pour l'année 1939, voir *Union sud-africaine*.

Transmission par l'Union sud-africaine des — : 12, 13, 30, 31.

READ (M. J. —, juge) : 40.

Régime international des Mandats, voir Mandats (Régime international des —).

Régime international de Tutelle, chapitre XII de la Charte des N. U., voir Charte, etc. Voir aussi Tutelle (Régime international de —).

Règlement de la Cour :

Article 37 (4) : 70.

» 58 (2) : 64.

» 60 (3) : 75.

» 82 (4) : 70.

» 85 (2) : 76.

Requête à fin d'avis consultatif sur la recevabilité des demandes d'audience présentées par des pétitionnaires au Comité du Sud-Ouest africain :

Adoption de la — : 8, 16, 26-27, 38, 43.

Notification de la — : 8, 40, 59-60.

Propositions visant la — : 14-16, 26-27 et sqq., 44-48 et sqq.

Texte : 8-10, 26.

Résolutions de l'Assemblée générale, voir Nations Unies, Assemblée générale : Résolutions.

Royaume-Uni (Gouvernement du —) ; plaidoirie de sir Reginald Manningham-Buller, représentant du — : 43-54, 70-71.

S

Séances publiques tenues par la Cour internationale de Justice :

Séance du 22 III 56 pour les exposés oraux : 40-41.

Séance du I VI 56 pour la lecture de l'avis consult. : 41-42.

Secrétaire général des Nations Unies, voir Nations Unies, Secrétaire général.

Société des Nations :

Commission permanente des Mandats :

Absence de dispositions au règlement de procédure de la — pour accorder des audiences à des pétitionnaires : 48.

Audition de pétitionnaires, dans certains cas, par la — : 19, 24.

Dispositions régissant la procédure de la — en matière de pétitions : *passim*, 17-20, 23, 27, 48-50.

Documentation relative au fonctionnement du régime des mandats et au règlement intérieur de la — : 17, 23.

Documents relatifs aux discussions sur la recevabilité des demandes d'audience présentées à la — : 17-20.

Irrecevabilité des pétitions dans certains cas : 31 (bas de page).

Note (1926) de sir F. Lugard à la — sur la procédure relative aux mémoires et pétitions : 18, 24.

Société des Nations (suite) :

Commission permanente des Mandats
(*suite*) :

Note (1926) de M. Rappard à la —
sur l'audition de pétitionnaires :
18, 24, 49.

Rapport au Conseil sur les travaux
de la 9^{me} Session de la — : 18, 24.

Règlement intérieur de la — : 17.
Sessions de la — :

1923 : Troisième : 17, 23 (réf.),
48, 49.

1925 : Septième : 17, 18, 23 (réf.),
48, 49.

1926 : Huitième : 18, 24 (réf.), 48.

» : Neuvième : 18, 24 (réf.), 49.

» : Dixième : 19, 24 (réf.).

1927 : Onzième : 19, 20, 25 (réf.),
50.

» : Douzième : 17.

1928 : Treizième : 20, 25 (réf.).

1929 : Quinzième : 20, 25 (réf.).

1933 : Vingt-troisième : 20, 25
(réf.).

Conseil de la — :

Compte-rendu des Puissances man-
dataires au — des décisions légis-
latives et administratives adoptées
dans l'exercice de leur mandat :
29.

Contrôle exercé par le — sur l'ad-
ministration des territoires sous
mandat, voir *Contrôle du Territoire*,
etc.

Documents, voir *Documents*.

Mandat pour le Sud-Ouest africain,
voir *Mandat*, etc.

Observations des Puissances man-
dataires sur la question de l'audi-
tion de pétitionnaires : 19, 24, 33,
34, 49, 50.

Procédure suivie par le — en
matière de surveillance du terri-
toire, Voir *Contrôle du Territoire*,
etc. ; *Procédure*, etc.

Régime international des Mandats,
voir *Mandats (Régime interna-
tional des —)*.

Responsabilités du Mandataire de-
vant le — : 29.

Pacte de la — :

Article 22 (par. 1, 2, 7 et 9) : 27-29
(1.), 45, 47-48.

Statut de la Cour :

Article 39 : 42, 60, 64.

» 57 : 42.

» 65 : 8, 10, 68.

Statut de la Cour (suite) :

Article 66 : 40, 59-60, 68, 72.

» 67 : 42, 76.

» 68 : 42.

Statut international du Sud-Ouest africain, avis consult. de la C. I. J. du 11 VII 50 concernant le —, voir Avis consultatif.

STAVROPOULOS (C. A.) —, conseiller
juridique aux Nations Unies, voir :
Nations Unies, Conseiller juridique.

Sud-Ouest africain (Territoire du —) :

Adoption par l'Assemblée générale des
N. U. le 3 XII 55 de résolutions
concernant le — : 12-13.

Décisions de l'Assemblée générale des
N. U. relatives au —, voir *Rapports
et pétitions*, etc., *Décisions*, etc.

Mandat pour le —, voir *Mandat pour
le Territoire du Sud-Ouest africain.*

Observations sur la situation et le statut
juridique du — : 47-48, 51.

Rapports et pétitions relatifs au —,
voir *Rapports et pétitions*, etc.

Surveillance à exercer par l'Assemblée
générale des N. U. sur l'administra-
tion du —, voir *Contrôle du Territoire.*

*Surveillance exercée par le Conseil de la
S. d. N. sur l'administration des territoires
sous mandat, voir Contrôle du Territoire,
etc.*

T

Territoire du Sud-Ouest africain, voir
*Mandat pour le Territoire ; Rapports
et pétitions ; et Contrôle du territoire.*

*Territoires non autonomes ; chapitre XI
de la Charte des Nations Unies, voir
Charte, etc.*

*Travaux préparatoires du règlement de
procédure, Section D, du Comité Sud-
Ouest africain : 13-16.*

*Tutelle (Conseil de —), voir Nations Unies.
Conseil de tutelle.*

*Tutelle (Régime international de —) ;
mise du Territoire du Sud-Ouest africain
sous — : 12, 47, 48 et sqq.*

U**Union sud-africaine :**

Correspondance avec le Comité du
Sud-Ouest africain en 1954-1955 :
12, 14, 35.

Notification du règlement provisoire
du Comité du Sud-Ouest africain au
Gouvernement de l'— : 14.

Union sud-africaine (suite):

Obligations de l'— à l'égard du Sud-Ouest africain, voir *Mandat pour le Territoire du Sud-Ouest africain*, Obligations.

Rapport présenté par l'— au Conseil de la S. d. N. pour l'année 1939: 35 (bas de page).

Refus de coopérer avec le Comité du Sud-Ouest africain: 35.

V

VALLAT (M. F. A.), juriconsulte adjoint pour le Royaume-Uni: 40-41.

Vote majoritaire de l'Assemblée générale des N. U. (3 XII 55) pour l'adoption de la Résolution 942 (X) tendant à consulter la Cour sur la recevabilité des demandes d'audience adressées au Comité du Sud-Ouest africain: 16.

W

WINIARSKI (M. B. — juge): 40-42 (déclaration indiv.).

Z

ZAFRULLA KHAN (Sir Muhammad —, juge): 40.

ZORIČIĆ (M. M. —, juge): 40.

CONTENTS — TABLE DES MATIÈRES

PART I.—REQUEST FOR ADVISORY OPINION AND WRITTEN STATEMENTS

PREMIÈRE PARTIE. — REQUÊTE POUR AVIS CONSULTATIF ET EXPOSÉS ÉCRITS

SECTION A.—REQUEST FOR ADVISORY OPINION SECTION A. — REQUÊTE POUR AVIS CONSULTATIF

	Pages
I. — Letter from the Secretary-General of the United Nations to the Registrar of the International Court of Justice (19 XII 55) — Lettre du Secrétaire général des Nations Unies au Greffier de la Cour internationale de Justice (19 XII 55)	8
II. — Resolution adopted by the General Assembly at its 550th Plenary Meeting on 3 December 1955. — Résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa 550^{me} séance plénière le 3 décembre 1955	9

SECTION B.—DOSSIER TRANSMITTED BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS (ART. 65, PARA. 2, OF THE STATUTE)

SECTION B. — DOSSIER TRANSMIS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES (ART. 65, PAR. 2, DU STATUT)

Introductory Note. — Introduction	10
Contents of the Dossier. — Contenu du dossier	21

SECTION C.—WRITTEN STATEMENTS

SECTION C. — EXPOSÉS ÉCRITS

1. Written Statement of the United States of America	26
2. Letter from the Minister of External Affairs of India to the Registrar (II II 56)	37
3. Written Statement of the Government of the Republic of China (18 II 56)	38

PART II.—ORAL STATEMENTS DEUXIÈME PARTIE. — EXPOSÉS ORAUX

MINUTES. — PROCÈS-VERBAUX :

22 III 56	40
I VI 56	41

**ANNEX TO THE MINUTES
ANNEXE AUX PROCÈS-VERBAUX**

	Pages
I. Oral Statement by Sir Reginald Manningham-Buller (U.K.), 22 III 56 (m.)	43

PART III. — DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT
AFTER THE CLOSURE OF THE WRITTEN STATEMENTS

[No documents were submitted]

TROISIÈME PARTIE. — DOCUMENTS PRÉSENTÉS A LA
COUR APRÈS LA FIN DES EXPOSÉS ÉCRITS

[Aucun document n'a été présenté]

PART IV.—CORRESPONDENCE

QUATRIÈME PARTIE. — CORRESPONDANCE

I. The Legal Counsel, Secretariat of the United Nations, to the Registrar (19 XII 55). (<i>See p. 8.</i>)	
2. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (<i>tel.</i>) (23 XII 55)	58
3. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (24 XII 55)	58
4. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (24 XII 55)	58
5. Le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg au Greffier (29 XII 55)	59
6. Le secrétaire d'État des Relations extérieures d'Haïti au Greffier (23 I 56)	59
7. The Legal Adviser, Department of State, of the United States of America to the Registrar (25 I 56)	60
8. Le ministre des Relations extérieures du Salvador au Greffier (18 I 56)	60
9. The Minister of External Affairs of New Zealand to the Registrar (27 I 56)	60
10. The Minister of Ireland in the Netherlands to the Registrar (<i>extract</i>) (3 II 56)	61
11. The Chargé d'Affaires <i>a.i.</i> in the Netherlands of the United States of America to the Registrar (14 II 56)	61
12. The Minister of External Affairs of India to the Registrar (11 II 56). (<i>See p. 37.</i>)	
13. The Ambassador of Canada in the Netherlands to the Registrar (14 II 56)	62
14. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (16 II 56)	62

	Pages
15. The Chargé d'Affaires of Australia in the Netherlands to the Registrar (17 II 56)	63
16. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (17 II 56).	63
17. L'ambassadeur de Grèce aux Pays-Bas au Greffier (18 II 56)	63
18. Le ministre des Affaires étrangères du Cambodge au Greffier (14 II 56).	64
19. The Secretary to the Government of Pakistan, Ministry of Foreign Affairs and Commonwealth Relations, to the Registrar (16 II 56).	64
20. L'ambassadeur de Belgique aux Pays-Bas au Greffier (21 II 56)	65
21. The Ambassador to the Netherlands of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Registrar (21 II 56)	65
22. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères du Cambodge (22 II 56).	65
23. Le ministre des Relations extérieures de Colombie au Greffier (16 II 56).	66
24. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (24 II 56).	66
25. Le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg au Greffier (24 II 56).	66
26. The Legal Counsel, Secretariat of the United Nations, to the Registrar (<i>tel.</i>)	66
27. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of China to the Registrar (18 II 56)	67
28. The Legal Counsel, Secretariat of the United Nations, to the Registrar (23 II 56)	67
29. The Registrar to the Legal Counsel, Secretariat of the United Nations (<i>tel.</i>) (28 II 56).	68
30. The Chargé d'Affaires of Australia in the Netherlands to the Registrar (28 II 56)	68
31. The Department of External Affairs of Ireland to the Registrar (3 III 56)	68
32. The Registrar to the Minister of Foreign Affairs of the Republic of China (5 III 56)	68
33. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (5 III 56).	69
34. Le ministre des Relations extérieures du Guatemala au Greffier (27 II 56)	69
35. The British Embassy in the Netherlands to the Registrar (<i>aide-mémoire</i>) (7 III 56)	69
36. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (<i>tel.</i>) (8 III 56)	70
37. The Legal Adviser, Department of State of the United States of America, to the Registrar (2 III 56)	70

	Pages
38. The Minister of Foreign Affairs of the Republic of China to the Registrar (28 II 56)	70
39. Le ministre d'Autriche aux Pays-Bas au Greffier (9 III 56)	71
40. The Canadian Embassy in the Netherlands to the Registrar (14 III 56)	71
41. The Secretary to the Government of Pakistan, Ministry for Foreign Affairs and Commonwealth Relations, to the Registrar (6 III 56)	71
42. L'ambassadeur du Chili aux Pays-Bas au Greffier (15 III 56) .	72
43. Le ministre des Relations extérieures du Nicaragua au Greffier (29 II 56)	72
44. Le secrétaire d'État des Relations extérieures d'Haïti au Greffier (13 III 56)	72
45. The Permanent Secretary, Ministry of External Affairs, Ceylon, to the Registrar (12 III 56)	73
46. The Ambassador to the Netherlands of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Registrar (19 III 56)	73
47. The Acting Secretary, Department of Foreign Affairs of the Philippines, to the Registrar (3 III 56)	73
48. L'ambassadeur d'Espagne aux Pays-Bas au Greffier (19 III 56)	74
49. The Registrar to the Right Honourable Sir Reginald Manningham-Buller, Q.C., M.P., Attorney-General, Representative of the Government of the United Kingdom (22 III 56) . . .	74
50. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (<i>tel.</i>) (29 V 56)	75
51. The Registrar to the Secretary-General of the United Nations (I VI 56)	75
52. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan (9 VI 56)	75
53. Le Greffier au ministre des Affaires étrangères du Japon (9 VI 56)	76
Alphabetical Index	77
Index alphabétique	83

AGENTS FOR THE SALE OF THE PUBLICATIONS OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

- ARGENTINA. Editorial Sudamericana S. A., Alsina 500, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA. Messrs. H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- BELGIUM. Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA. Librería Científica y Literaria, Reyes Ortiz 41, LA PAZ.
- BRAZIL. Livraria Agir Editora, 98-B, rua Mexico, RIO DE JANEIRO.
- CANADA. Ryerson Press, 299, Queen Street West, TORONTO 2B (Ontario).
- CHINA. Commercial Press Ltd., 211, Honan Road, SHANGHAI.
- COSTA RICA. Librería Trejos Hermanos, Apartado 1313, SAN JOSÉ.
- CUBA. La Casa Belga (M. R. de Smedt), O'Reilly 455, HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA. Messrs. F. Topič, Národní Třída 9, PRAGUE.
- DENMARK. Einar Munksgaard, Nørregade 6, COPENHAGEN.
- EGYPT. Librairie de la Renaissance d'Égypte, 9, Sharia Adly Pasha, CAIRO.
- FINLAND. Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE. Mlle Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (5e).
- GREECE. Librairie internationale "Eleftheroudakis", place de la Constitution, ATHENS.
- INDIA. Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW DELHI.
- ISRAEL. Leo Blumstein, Book and Art Shop, 35, Allenby Road, TEL-AVIV.
- LEBANON. Librairie universelle, avenue des Français, BEIRUT.
- LUXEMBOURG. Librairie J. Schummer, 5 place Guillaume, LUXEMBOURG.
- NETHERLANDS. A. W. Sijthoff's Publishing Co., 1, Doezastraat, LEYDEN.
- NEW ZEALAND. Messrs. Gordon & Gotch Ltd., Waring Taylor Street, WELLINGTON.
- NORWAY. Johan Grundt Tanum Forlag, Kristian Augustsgt. 7A, OSLO.
- SWEDEN. C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel, 2, Fredsgatan, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND. Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENEVA. — *Idem* 1, rue de Bourg, LAUSANNE.
- Buchhandlung Hans Raunhardt, 17, Kirchgasse, ZURICH.
- UNION OF SOUTH AFRICA. Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Libri Building, Church Street, PRETORIA.
- UNITED KINGDOM. H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON, S.E.1.
- UNITED STATES OF AMERICA. International Documents Service, Columbia University Press, 2960, Broadway, NEW YORK 27, N.Y.
- YUGOSLAVIA. Librairie Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23/II, BELGRADE.
-

DÉPOSITAIRES GÉNÉRAUX DES PUBLICATIONS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

- ARGENTINE. Editorial Sudamericana S. A., Alsina 500, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE. Messrs. H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, SYDNEY.
- BELGIQUE. Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Librería Científica y Literaria, Reyes Ortiz 41, LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria Agir Editora, 98-B, rua Mexico, RIO DE JANEIRO.
- CANADA. Ryerson Press, 299, Queen Street, West, TORONTO 2 B (Ontario).
- CHINE. Commercial Press Ltd., 211, Honan Road, CHANGHAI.
- COSTA-RICA. Librería Trejos Hermanos, Apartado 1313, SAN JOSÉ.
- CUBA. La Casa Belga (M. R. de Smedt), O'Reilly 455, LA HAVANE.
- DANEMARK. Librairie Einar Munksgaard, Nørregade 6, COPENHAGUE.
- ÉGYPTE. Librairie de la Renaissance d'Égypte, 9, Sharia Adly Pacha, LE CAIRE.
- ÉTATS-UNIS. International Documents Service, Columbia University Press, 2960, Broadway, NEW YORK 27 (N.-Y.).
- FINLANDE. Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, HELSINKI.
- FRANCE. M^{lle} Pedone, 13, rue Soufflot, PARIS (5^e).
- GRÈCE. Librairie internationale « Eleftheroudakis », place de la Constitution, ATHÈNES.
- INDE. Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, NEW DELHI.
- ISRAËL. Leo Blumstein, Book and Art Shop, 35, Allenby Road, TEL-AVIV.
- LIBAN. Librairie universelle, avenue des Français, BEYROUTH.
- LUXEMBOURG. Librairie J. Schummer, 5, place Guillaume, LUXEMBOURG.
- NORVÈGE. Johan Grundt Tanum Forlag, Kristian Augustsgt. 7A, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE. Messrs. Gordon & Gotch Ltd., Waring Taylor Street, WELLINGTON.
- PAYS-BAS. Société d'Éditions A. W. Sijthoff, Doezastraat 1, LEYDE.
- ROYAUME-UNI. H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDRES S.E.1.
- SUÈDE. C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel, 2, Fredsgatan, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE. — *Idem*, 1, rue de Bourg, LAUSANNE.
- Buchhandlung Hans Raunhardt, 17, Kirchgasse, ZÜRICH.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Messieurs F. Topič, Národní Třída 9, PRAGUE.
- UNION SUD-AFRICAINE. Van Schaik's Bookstore (Pty.) Ltd., Libri Building, Church Street, PRÉTORIA.
- YOUgosLAVIE. Librairie Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23/II, BELGRADE.
-

**PRINTED BY A. W. SIJTHOFF'S PUBLISHING Co.,
LEYDEN — NETHERLANDS**

**IMPRIMÉ PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF,
LEYDE — PAYS-BAS**